

François Dubet

Le goût national de l'exception

Parce que la France pense l'universalité de sa société et de sa culture dans le cadre national, elle se croit titulaire d'un droit à l'exception. À droite comme à gauche, bien que de manière opposée, on défend son maintien. Mais ce modèle est en crise, par épuisement du récit de la modernité. L'exception entretient une illusion permanente. C'est elle qui transforme les problèmes sociaux en problèmes nationaux.

Comme tous les autres pays, la France est une exception. L'histoire n'a fabriqué que des exceptions et il suffit de voyager un peu dans l'espace et dans le temps pour s'apercevoir que toutes les sociétés nationales, toutes les cultures, sont des exceptions, le produit d'histoires et de conditions spécifiques. Elles sont toutes une figure particulière de la même humanité. Le Brésil et l'Argentine, les Pays-Bas et la Suède, l'Irak et l'Iran, la Chine et la Corée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont des exceptions, comme l'Algérie et l'Afrique du Sud, comme la France et l'Italie.

Si la France présente un caractère exceptionnel parmi toutes ces exceptions, c'est sans doute celui d'être particulièrement convaincue de son caractère exceptionnel et de lui être singulièrement attachée. Le centralisme monarchique, l'universalisme révolutionnaire jacobin, le tempérament radical et le conservatisme social, le sens gaulliste du « destin », la croyance dans l'État, sont autant de traits de cette exception française. Il suffirait de prendre un peu de temps pour en multiplier toutes les facettes : la gastronomie, le malthusianisme démographique au XIX^e siècle, le dynamisme démographique aujourd'hui, le

chauvinisme et l'auto dénigrement... Si ce n'était concourir au récit de cette exception et des clichés qui l'incarnent, on pourrait dire que les Français sont dépressifs chez eux et arrogants à l'étranger, comme si, entre soi, nous nous trouvions toujours en dessous de notre exception. Mais toutes ces exceptions ne sont nullement « folkloriques » car elles irriguent totalement la vie politique, la conscience nationale, la vision de la France dans le monde, et aujourd'hui elles prennent une force accrue pour peu que l'on se représente l'histoire du monde comme la lutte de la globalisation et des exceptions nationales.

La France est la société nationale

La France peut être représentée ou, en tous cas, se représente comme l'archétype de « la société ». Elle rassemble et articule au plus haut point les divers éléments qui composent l'idée de société telle qu'elle s'est cristallisée à l'aube de la troisième République dans la pensée des sociologues classiques, celle de Durkheim notamment.

L'idée de société est identifiée à celle de modernité : la société s'oppose à la communauté comme la modernité à la tradition. Tout le récit national français, celui qui fut longtemps enseigné à l'école élémentaire, est construit sur cette trame. L'histoire de la France est celle du triomphe de la Raison, de l'universalisme et du progrès. Les « Lumières » s'opposent au libéralisme anglais comme à la « culture » allemande, la France est une nation particulière portée par un projet universel, ce que beaucoup de non-Français ont un peu de mal à comprendre. C'est d'ailleurs au nom de cet universalisme, bien plus qu'au nom de ses intérêts économiques, que la France fut une puissance coloniale au temps de Jules Ferry. Pays d'immigration dans une Europe qui émigrerait vers les Amériques et l'hémisphère Sud, la France ne s'est pas perçue comme une société d'immigration. En effet, elle pouvait transformer tous les étrangers en Français par le travail, par la culture, par l'école et par le sang versé. C'est d'ailleurs pour cette raison que la France a tant de mal à se défaire de sa « grandeur » et de son « rang » dans le monde. Il s'agit moins de la chute d'une grande puissance que de l'attachement à un imaginaire national renvoyant toutes les identités particulières au domaine privé.

La société est un système intégré. Ce qui est généralement une représentation théorique de la vie sociale, dans laquelle les diverses fonctions s'ajustent naturellement par la grâce du marché et du patriotisme constitutionnel, à la manière britannique ou américaine, est conçu en

France comme une volonté politique tenant à l'action de l'État. Tocqueville a montré de manière définitive qu'il n'y avait pas de rupture entre l'action des législateurs médiévaux, comme Nogaret, les grands ministres de Louis XIV, la Révolution française et, ajouterons-nous, les hauts fonctionnaires des Trente Glorieuses. La société française est organisée par l'État, par un intérêt général qui s'oppose à toutes les puissances locales de la même manière que les réseaux routier et ferroviaire convergent vers Paris. La démocratie républicaine se méfie de la représentation des intérêts particuliers, chaque parlementaire est censé incarner la nation toute entière bien plus que les intérêts de ses électeurs. Les syndicats y sont plus faibles que les partis, les capitalistes ne sont légitimes que s'ils contribuent à la puissance de la nation dans une sorte de capitalisme d'État incarné par les grandes entreprises nationales. Les régions sont plus faibles que Paris et les communes sont autant de petites patries qui ne menacent pas la grande. On sait que le service public a longtemps représenté cet intérêt national. Quand les grévistes de décembre 1995 défendent leurs statuts, ils défendent aussi une « certaine idée de la France », celle qui est soudée par un service public fort, chargé de représenter l'intérêt national tout entier bien plus que celui des usagers concernés. Comme le disait alors Pierre Bourdieu aux cheminots, ils défendent la « civilisation ». Bien sûr, la France est aussi un pays de notables, d'intérêts particuliers, de corporations, de féodalités professionnelles et notabiliaires, mais ce pays n'aime pas se reconnaître dans cette image indigne de la représentation élevée qu'il se fait de l'intégration nationale.

La société est la culture nationale. Comme l'a montré Gellner, l'État-nation se forge dans l'imposition d'une « grande culture » aux cultures particulières. En dépit de l'attachement des Français aux « pays » et aux langues régionales, la France a donné à la langue et à l'école une place essentielle dans la formation de la conscience nationale. De l'Académie française à l'école du village, la France a construit une culture nationale à la fois particulière et universaliste, culture qu'il convient de défendre contre « l'envahissement » des cultures étrangères et qui, après avoir été longtemps dominante, réclame aujourd'hui un droit à l'exception. Toucher à cette culture, toucher aux programmes scolaires nationaux, c'est porter atteinte à l'unité nationale elle-même, c'est creuser un fossé entre la nation et l'État, entre les citoyens souverains et une représentation nationale qui ne peut pas accepter d'autres fidélités que l'allégeance nationale et républicaine. Le Parti communiste, principale force d'opposition durant plus de trente ans, s'est arc-bouté

sur cette conviction : les travailleurs défendent la République et la nation contre le capitalisme apatride.

Toutes ces caractéristiques ont forgé un récit et une représentation souvent fort éloignés de la « réalité » historique et sociologique, mais dont le poids domine l'imaginaire national. La France aime à se percevoir comme une société nationale dans laquelle l'État, la nation, la culture et l'économie forment une unité indissociable. S'il y a une exception française, elle tient certainement dans cette représentation « républicaine » où la République définit plus un type de société qu'un régime constitutionnel. L'histoire nationale est celle du progrès, les intérêts particuliers sont dépassés par l'État universaliste, l'économie et la culture sont au service de la grandeur nationale, les conquêtes sociales deviennent un élément de la loi générale... Cette représentation nationale est si forte, si haute, que bien souvent les Français s'en perçoivent comme indignes. Au regard de la grandeur de la France, les Français se sentent « franchouillards », parfois pleutres, égoïstes, incapables de se hisser au niveau de cette image de la société. Bref, ce sont des « veaux », disait de Gaulle, oscillant entre la haine de soi et le chauvinisme, et ne parvenant pas à se défaire d'une conscience malheureuse qui les conduit, soit à ignorer leur passé, soit à le ressasser comme une ombre dans une biographie exemplaire. Dès lors, les repentances sont à la fois tardives, déniées, et excessives : la nation de résistants bascule en nation de collabos, les porteurs de Lumières deviennent tous esclavagistes. Le retour sur soi est si brutal qu'il en devient suspect, peu efficace puisque l'on peut ainsi se repentir sans vraiment s'engager tandis que, de leur côté, les historiens demandent grâce sous les assauts des mémoires.

La crise d'un modèle

Cette représentation de l'exception française est aujourd'hui menacée parce que les divers éléments qui la composent se défont et se séparent, donnant ainsi le sentiment d'une crise continue. D'ailleurs, depuis trente ans, nous parlons de « la crise » comme si les années soixante avaient fixé une sorte d'état normal de la vie sociale dans lequel le progrès social, le progrès économique et l'intégration nationale s'étaient renforcés mutuellement.

Le récit de la modernité s'est épuisé, ou plutôt, il s'est transformé. La marche en avant du progrès commandée par l'État, la raison et la science, a laissé la place à la mauvaise conscience du colonialisme, du

communisme et de l'arrogance technocratique. On ne peut plus percevoir l'histoire de la société comme celle du progrès associant la démocratie, la connaissance et l'intégration nationale. L'universalisme français n'est devenu qu'une figure particulière de l'universel. Le fameux « creuset français » qui transformait les immigrés en Français est aujourd'hui rendu fragile, non seulement parce qu'il y a de graves problèmes d'emplois, mais aussi parce que les cultures particulières sont, elles aussi, devenues légitimes. Ainsi, les Français sont à la fois fascinés et terrorisés par le modèle américain d'une mosaïque de communautés affaiblissant l'emprise de la culture nationale. Sans doute, les logiques communautaires sont-elles particulièrement faibles en France, mais elles provoquent une inquiétude et des réactions extrêmement vives, comme si les foulards islamiques menaçaient la République et l'unité de la nation. Ce qui n'est sans doute pas le cas de l'autre côté de la Manche ou de l'Atlantique. L'universalité de la culture française se heurte aussi à l'emprise d'une culture de masse que l'on dit américaine mais qui est surtout internationale. C'est la culture de l'anglais des affaires et des médias qui se superpose à la culture nationale et qui est vécue comme un danger, comme un envahissement, comme une destruction de l'identité nationale par le biais des Mac Do, des feuilletons télévisés et de la musique populaire.

L'ouverture de l'économie au marché mondial entraîne une perte d'autonomie et d'indépendance. Même si l'économie française gagne plus qu'elle ne perd dans cette évolution, même si elle est devenue une puissance honorable, il reste que cet affaiblissement de l'autonomie économique est perçu comme une déchéance et comme une sorte de colonisation à l'envers. La mise en concurrence d'une partie de la fonction publique est, elle aussi, appréhendée comme un abandon de souveraineté et d'identité. Les grévistes de décembre 1995 ont fortement manifesté cette sensibilité car la défense des PTT, de la SNCF ou d'EDF, n'est pas réductible à la seule défense des statuts de leurs employés, elle est celle d'un type d'intégration sociale et nationale. Pour pouvoir être pleinement en France, chaque village prétend à une gare, une poste et une école même quand il n'y a plus assez d'habitants pour les utiliser. Longtemps, on a considéré qu'il existait des économies nationales comme il existe des économies domestiques, et que le gouvernement d'un pays devait construire sa politique économique en toute indépendance à l'intérieur de ses frontières. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, quand la moitié de la production agricole et le tiers de la production industrielle sont destinés à l'exportation, quand le nombre

d'emplois créés en France par les entreprises étrangères excède celui des emplois détruits par la concurrence des pays à faible coût du travail.

Le modèle politique français juxtaposant un État fort et une myriade de municipalités a, lui aussi, été affaibli. D'une part, la décentralisation a multiplié les pouvoirs locaux qui ont, dans le département et dans la région, de plus en plus d'autonomie. Aux yeux de la vieille tradition jacobine, cet éclatement des pouvoirs menace l'unité de la République et, quoi qu'on dise des méfaits du centralisme à Sciences PO, l'installation de l'ENA en province a été dénoncée comme une « déportation ». D'autre part, la construction européenne implique un transfert de souveraineté vécu comme une défaite de la France par tous ceux qui perçoivent Maastricht comme une abdication, comme une défaite de l'exception française.

La culture nationale est mise en concurrence avec des cultures plus communautaires, celles des régions, des groupes de migrants et des diverses minorités, même quand il s'agit de minorités majoritaires comme dans le cas des femmes. La discrimination positive et le « politically correct » apparaissent comme une atteinte à l'universalisme républicain. En même temps, la culture française ne peut plus prétendre être dominante et l'on dénonce avec d'autant plus de force l'impérialisme culturel des États-Unis que l'on a cessé d'être un empire. Bien que la vie économique soit de plus en plus internationale, une part de la vie politique est abandonnée aux régions et à l'Europe. L'économie, la culture et la politique ne forment plus une société intégrée de la même manière qu'autrefois. Alors que l'on considérait que le progrès procédait de l'intégration croissante de ces éléments, il semble aujourd'hui que nous vivions une inversion de tendance, la France apparaissant de moins en moins comme une « société », mais de plus en plus comme la juxtaposition de cultures particulières, d'un sentiment national, d'une économie internationalisée et d'une vie politique définie à plusieurs niveaux, tout ceci mettant en cause l'unité même de la représentation nationale.

La nostalgie française

Pour bien des acteurs sociaux, notamment les groupes les plus fragiles et les clercs qui se sont identifiés à la culture nationale, la France entière est menacée par l'étranger. Envahie par la globalisation, elle perd son âme et son identité, elle est aussi menacée par les « traîtres »

auxquels la télévision prête sa voix complaisante. Il n'y a d'autre avenir que le maintien d'une exception. De manière opposée, cette réaction se retrouve tant à droite qu'à gauche.

À droite, l'attachement à l'exception française prend la forme d'une défense des racines, de l'identité et de la culture des « petits » contre celles des « gros » toujours liés à l'étranger et au « cosmopolitisme ». La spécificité française défendue est celle d'une tradition réinventée et celle des déçus du progrès. Elle est antidémocratique mais pas toujours antirépublicaine, elle croit au renforcement du rôle de l'État et en appelle au repli sur le pré carré d'une identité enfouie, à terme, dans la « race ». C'est sans doute en raison du poids de l'imaginaire de l'exception française que l'extrême droite a, dans notre pays, autant de force, car les difficultés économiques et politiques n'expliquent pas, à elles seules, cette puissance. L'extrême droite naît des ruines du gaullisme et du communisme qui ont incarné, chacun à leur manière, l'exception française.

À gauche, la défense de l'exception française se manifeste dans l'appel au thème républicain. La nation est défendue en tant qu'elle est l'incarnation d'une loi universelle et de l'action de l'État. Cette défense est portée par les clercs et par les intellectuels qui ont joué un rôle essentiel dans la construction républicaine en tant qu'agents d'un universel national. Alors que l'exception nationaliste concerne surtout la classe ouvrière prolétarisée et la petite bourgeoisie menacée par la « mondialisation », la défense républicaine touche surtout les agents du service public et la classe moyenne d'État, les groupes sociaux identifiés à la formation même du modèle républicain : les cheminots, les enseignants, les agents de l'EDF... L'exception française est celle des acquis sociaux qui seraient menacés par une mutation qui n'est que la « chute » de la France. Après avoir été internationaliste, « la gauche de la gauche » est devenue une gauche nationale.

Ces deux défenses opposées de l'exception française, qui ne sont pas sans certaines similitudes sur quelques problèmes comme celui de l'Europe, sont aujourd'hui au cœur de la vie politique et idéologique. Quand leurs arguments s'opposent, c'est au nom de la même exception ; les premiers sont hostiles aux migrants, au nom de l'exception française, les autres y sont favorables, au nom de cette même exception, car, grâce à elle ces derniers auront la chance de devenir français. Les uns et les autres prétendent parler au nom de la nation et des

menaces entraînée par l'exclusion de masse, les uns et les autres sont hostiles aux médias et aux « fausses élites », ils en appellent au pays « réel » contre les illusions du changement.

Il serait absurde et injuste de renvoyer dos à dos ces deux réactions. Mais on doit bien reconnaître qu'elles constituent un des clivages essentiels de la vie politique et de l'opinion publique françaises. Tous les partis politiques sont traversés par la ligne de fracture qui oppose les « européens » aux adversaires de l'Europe, tous les partis voient s'affronter ceux qui veulent changer le modèle scolaire à ceux qui voient dans toute réforme une atteinte à la République elle-même. La vie intellectuelle est traversée par le clivage qui oppose la « vraie gauche » à la gauche libérale, ou gauche « américaine ». La critique sociale n'est plus celle de la société telle qu'elle est alors qu'il y a matière à critique, mais celle d'un modèle néo-libéral, diffus, polymorphe et toujours à l'œuvre puisque chaque changement en relèverait peu ou prou.

De la nostalgie à l'illusion

L'exception française existe et n'a pas que des travers, mais en devenant une nostalgie, elle se crispe dans la défense d'un modèle qui n'a jamais été qu'une construction idéologique, qu'une représentation complaisante de soi. Parce qu'elle est aujourd'hui menacée, cette exception française se pare de toutes les vertus. L'école cesse d'être celle des inégalités sociales et de la « reproduction » pour devenir celle de l'intégration républicaine. L'universalisme français devient absolu, alors qu'il résista si longtemps au mouvement ouvrier, au droit de vote des femmes, aux réformes démocratiques dans les anciennes colonies. L'histoire de l'immigration devient une fable naïve de l'intégration sans racisme et sans xénophobie... Au fur et à mesure qu'elle est menacée, l'exception française ignore sa propre histoire et la transforme en mythe.

Le propre de la France n'est pas d'être exceptionnelle, puisque tous les pays le sont, mais de faire jouer à cette exception un rôle essentiel dans sa vie collective. Ainsi, depuis quelques années, toutes les réformes qui portent atteinte aux positions et aux acquis de certains groupes engendrent des résistances et des conflits, ce qui est normal, naturel et sans doute souhaitable. Mais chacune de ces luttes se drape des attributs de la défense de l'exception française, chacune d'elles monte en généralité vers ce thème. Examinons, par exemple, le domaine des réformes scolaires. Celles-ci apparaissent extrêmement difficiles car elles

bousculent des routines, des habitudes, des valeurs et des « acquis ». Toutefois, ce qui caractérise ces résistances, c'est qu'elles se présentent chaque fois comme la défense d'un modèle intangible et, pour tout dire, « sacré », parce qu'identifié à l'exception française. On ne peut toucher à l'enseignement de l'histoire ou de la philosophie sans porter atteinte à l'identité nationale et républicaine. On ne peut ouvrir l'école aux familles ou à la formation professionnelle sans la livrer aux intérêts privés. On ne peut changer le mode de recrutement des professeurs d'anglais sans céder aux intérêts anglo-saxons. Et je ne parle même pas de la place des grandes Écoles et des classes préparatoires dont l'élitisme social, accru ces dernières années, devient brutalement le meilleur garant de l'indépendance des fonctionnaires. Dans tous les cas, les réalités pratiques pèsent moins que leurs représentations idéales. Mais les fonctionnaires ne sont pas les seuls à défendre cette exception, on retrouve la même rhétorique chez les médecins, les agriculteurs et les cinéastes. Tout se passe aujourd'hui comme si nous n'avions le choix qu'entre la défense d'un modèle et la destruction de la société, que le choix entre la civilisation et la barbarie « néo-libérale » dont les plupart des pays qui nous entourent seraient autant d'illustrations.

Cette image est d'autant plus forte et étrange à la fois que la France a considérablement changé, qu'elle s'est ouverte depuis près de cinquante ans sans, pour autant, que ce changement soit pleinement mesuré et accepté. L'économie est totalement enserrée dans l'espace européen. Le mode de vie des classes moyennes s'est étendu et stratifié au prix de l'exclusion d'un nombre croissant d'individus, sans que le lien entre les deux phénomènes soit pour autant reconnu. L'école républicaine traditionnelle est devenue une école de masse traversée par un marché scolaire que chacun utilise et réprouve à la fois. Les médias se sont multipliés et se sont ouverts. Déjà, la société française est beaucoup moins exceptionnelle qu'elle ne le pense. Les travaux comparatifs sérieux dégagent souvent de fortes similitudes ou même des convergences entre les politiques publiques et les problèmes sociaux dans des sociétés aux traditions fort différentes. Le sociologue qui travaille à l'étranger est souvent plus frappé par les ressemblances que par les différences affichées. Mais la plupart de ces changements, dès lors qu'ils n'ont pas été contrôlés directement par l'État, ont été vécus comme des crises et des renoncements. Depuis la fin des Trente Glorieuses, la modernisation de la société française a été vécue comme une crise continue, et la société a changé sans le vouloir, elle a vécu ses transformations comme une douloureuse adaptation à la nécessité.

Souvent, les élites elles-mêmes ont présenté ces changements comme des contraintes nécessaires, bien plus que comme des stratégies collectives et des choix. La politique européenne est à cet égard exemplaire. Au lieu de parler de l'Europe comme d'une manière de construire la paix et de faire face à la puissance des États-Unis et des économies émergentes, elle a été présentée comme une obligation difficile : on n'a pas le choix.

Du social au national

Une grande partie de la gauche, traditionnellement internationaliste, s'est battue contre le projet de constitution européenne en identifiant la défense des classes dominées à celle de la nation. Le préambule de cette constitution a été tenu pour une fable démocratique visant à faire passer la pilule, ce qui est dommage pour l'opposition démocratique polonaise par exemple. Alors que la lutte contre l'extrême droite pouvait sembler être le seul principe de cette gauche, leurs voix se sont mêlées sans grands états d'âme. Il est vrai que pour bien des salariés, les maîtres de l'économie ne sont plus l'État et la bourgeoisie nationale, ce que l'on appelait voici trente ans, le « capitalisme monopoliste d'État ». Et cet État deviendrait le dernier rempart du peuple dominé. Dans une recherche récente sur les sentiments d'injustice au travail, nous avons pu mesurer la force de cette représentation : mon adversaire n'est pas mon patron, mais les forces apatrides qui agissent derrière mon patron ; quand aux exclus qui me menacent tout autant, ce sont aussi des étrangers plus que des Français.

Autre exemple du transfert du social au national, celui de la réaction politique aux émeutes urbaines de l'automne 2005. Alors que les révoltes de 1981 avaient engendré la « Marche pour l'égalité et contre le racisme » au nom de l'intégration démocratique et de l'égalité des différences, la dernière vague d'émeutes a été largement interprétée comme une rupture culturelle et communautaire : l'islam n'est pas soluble dans la république. Plus encore, la droite et l'opposition ont tiré de ces émeutes la leçon de la supériorité et de la grandeur du modèle républicain. N'a-t-on pas entendu dire que si la France avait connu des émeutes exceptionnelles, c'était à cause de la force exceptionnelle de son modèle d'intégration trahi par de simples difficultés économiques et sociales ? Quant aux mouvements qui ont voulu parler au nom des jeunes révoltés, ils ont souvent choisi de reprendre le fil d'un récit colonial ; c'est encore un récit national et colonial qui se rejouerait à cette occasion, Alain Finkielkraut et « Les indigènes de la République » luttant

à fronts renversés. Il serait presque devenu trivial et de mauvais goût d'évoquer le chômage, la pauvreté, l'échec scolaire de masse, devenus de simples symptômes de ce glissement général vers la nation.

Nicolas Sarkozy a bien compris cette évolution. D'un côté, il a associé directement problèmes sociaux et problèmes nationaux en proposant un ministère de l'immigration et de l'identité nationale, signifiant par là que le temps de la repentance était terminé et qu'il fallait appeler un chat un chat, et un immigré un immigré. De l'autre côté, il a construit un discours de la volonté politique d'autant plus évident qu'il s'opposait à une femme parlant au nom d'une gauche sans programme. Or cette volonté n'est rien d'autre que la manifestation de la Nation surmontant les oppositions sociales et en appelant à une unité morale. Mais en même temps, – intelligence politique profonde ou simple habileté? on le saura bientôt – Nicolas Sarkozy a saisi les changements profonds de la société française en proposant une politique de discrimination positive, en formant un gouvernement presque paritaire et en nommant une femme issue de l'immigration à un ministère clé. Dans tous les cas, et sur ces thèmes a priori opposés, c'est la nation qui l'a emporté sur la rhétorique sociale épuisée de la gauche. Évidemment, je le regrette ou plus exactement je regrette que la gauche n'ait pas su donner un autre visage à la défense de cette « exception ».

L'intégration démocratique

Même si l'on admet que la globalisation menace, dans son principe même, les spécificités nationales, il n'y a aucune raison de choisir entre la guerre des civilisations de Samuel Huntington et la fin de l'histoire de Francis Fukuyama, entre le repli sur les identités et l'ouverture aux quatre vents du marché. On ne peut défendre une exception qu'en la transformant et c'est là le rôle de la vie politique démocratique. Ce n'est pas le changement qui menace les identités collectives, nationales ou autres, mais le changement subi, vécu comme une fatalité. C'est donc par la réhabilitation de la vie politique et de la démocratie que l'intégration des spécificités et des exceptions dans les transformations du monde peut être vécue comme un choix collectif, ce que Nicolas Sarkozy a su faire jusqu'à maintenant. Il importe à ce propos de rappeler que, confrontés à des épreuves identiques, la plupart des pays ont choisi des réponses particulières, que la Grande-Bretagne, la Suède et les Pays-Bas, les États-Unis et le Canada n'ont pas choisi les mêmes réponses. Il importe aussi de rappeler que la plupart des épreuves vécues comme des fatalités sont aussi des solutions et des choix. Dans une

certaine mesure, la France a « choisi » le chômage plutôt que d'autres solutions qui auraient sans doute eu d'autres prix, mais qui auraient reposé sur d'autres arbitrages entre les classes et les générations.

Mais si la vie politique démocratique apparaît comme la seule réponse possible, c'est moins parce qu'elle est l'opérateur des « grands choix » et des « grands projets », que parce qu'elle tient la société ensemble. Au fur et à mesure que s'éloigne notre image traditionnelle de la société, la culture de l'épanouissement personnel, l'économie de marché et les identités collectives se séparent. Comme l'ont montré Daniel Bell hier, et Bruno Latour aujourd'hui, les sociétés ne forment plus des systèmes « naturels » dans lesquels la structure des positions et des rôles, les représentations et les aspirations culturelles composent un ensemble stable. Ces sociétés ne sont pas « post-modernes », elles sont tout simplement « modernes » parce qu'elles accomplissent le projet de la modernité défini par Max Weber, celui d'une rationalisation croissante des divers domaines de l'activité, y compris celui des subjectivités et des expériences personnelles. Chacun a le droit et le devoir d'être libre, de mener sa vie comme bon lui semble, pour le meilleur s'il dispose de ressources économiques et culturelles, et pour le pire, s'il en est privé.

Cette société ne tient ensemble, ne fait société, que si elle est capable de construire un système de représentation efficace et précis des identités et des intérêts sociaux, que si elle accepte de composer entre ses différences. Évidemment cette conception de la démocratie, proche de celle de Michael Walzer ou de Charles Taylor, heurte un certain nombre de nos principes républicains. La volonté générale ne s'y impose pas de manière héroïque et rousseauiste, mais de façon plus modeste, plus limitée, plus fragile et plus négociée. L'exception française ne peut survivre que si elle permet à ses propres exceptions d'exister.

La France n'est pas une exception, elle est exceptionnelle comme toutes les autres nations. En revanche, les Français sont parfois portés à croire qu'il n'y a pas d'autre forme de vie sociale acceptable que la leur. Le populisme, d'une part, et la gauche anti-libérale, d'autre part, sont les deux manifestations extrêmes de cet attachement à un imaginaire qui paralyse l'action bien plus qu'il ne l'entraîne. En même temps, cet attachement à l'exception française conduit souvent, en dépit d'une rhétorique radicale, au maintien des ordres et des traditions, il conduit à refuser l'entrée de nouveaux acteurs sur la scène publique au nom

de l'unité de la nation. Non seulement cette identification du modèle français à la seule vie sociale possible n'est pas capable de résister aux contraintes externes, mais elle accroît la distance entre l'imaginaire et les faits. On devrait pouvoir refuser le faux débat qui oppose les tenants d'un libéralisme radical voyant dans les États-Unis le seul avenir de la France, à ceux qui ne parviennent pas à se consoler du déclin d'une France impériale et dominante. Les uns et les autres sont, en fait, les fourriers d'une exception qu'ils détestent ou qu'ils idolâtrèrent, mais qu'ils figent de la même manière.